

Humanitarian aid: over €34 million in African Great Lakes region

The European Commission has announced €34.275 million in humanitarian funding to help the most vulnerable people in the Great Lakes region in Africa. The aid will mainly help address urgent humanitarian needs in the Democratic Republic of Congo and provide continued support to Burundian refugees in the region.

“Food insecurity in the Democratic Republic of Congo is worsening the humanitarian situation. We are stepping up support, including in the eastern conflict-torn part of the country, affected by the Ebola epidemic. We also maintain our solidarity with Burundian refugees in the region. Our new aid package will provide emergency healthcare, improve hygiene conditions and access to clean water, provide protection, and give education to children caught in these crises,” said Christos **Stylianides**, Commissioner for Humanitarian Aid and Crisis Management and EU Ebola coordinator.

The bulk of the funding announced supports humanitarian measures in the Democratic Republic of Congo (€29.375 million) and refugees from Burundi in Tanzania and Rwanda (€4.3 million). The remaining €600,000 are allocated to UN agencies in Burundi and to help refugees from the Democratic Republic of Congo in neighbouring Republic of Congo.

Africa’s Great Lakes region continues to face armed conflicts and insecurity, leading to forced displacements, food shortages and undernutrition, and recurrent outbreaks of epidemics and natural disasters. The funding announced today brings the overall amount of EU humanitarian aid in the Great Lakes region in 2019 to €69.74 million.

Background

EU-supported projects include giving rapid and flexible aid to conflict-affected people, providing [psychosocial support to survivors of gender-based violence](#), and giving vulnerable communities clean water supply systems.

Given that vulnerable communities are often in hard-to-reach, remote areas that lack infrastructure and with volatile security, the EU facilitates humanitarian work on the ground through its [Humanitarian Air Services](#) (ECHO Flight). Since 2017, it has allocated over €7 million each year to the operation of such flight services in the Democratic Republic of Congo.

The [EU is a significant contributor in the Ebola response in the Democratic Republic of Congo](#). Since the outbreak of the current Ebola epidemic, the EU has mobilised a total of €47 million in EU humanitarian funding in the Democratic Republic of Congo. It is also providing experts, making available the ECHO Flight humanitarian air service to help humanitarian work on the ground, supporting vaccine development and research, and supporting the health sector in the Democratic Republic of Congo. In addition, the EU is

providing training in medical evacuations through the EU Civil Protection Mechanism. The EU has already allocated this year €35 million to the Ebola response in the Democratic Republic of Congo and mobilised €465,000 mobilised for Ebola prevention and readiness measures in Burundi.

Burundi's political crisis, ongoing since 2015, has triggered a major socio-economic downturn in an already poor and fragile country. The EU supports Burundian refugees in **Tanzania** and **Rwanda**.

For More Information

Factsheets: [Democratic Republic of Congo](#); [Burundi](#) crisis

Pictures: [Fighting against malnutrition in the DRC](#); [Education in conflict-torn DRC](#); [From Burundi to Tanzania: The route to safety](#)

Daily News 18 / 09 / 2019

Discours par le président Juncker en plénière du Parlement européen lors du débat sur l'état d'avancement du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

Ce matin le président de la Commission, Jean-Claude **Juncker**, s'est adressé à la session plénière du Parlement européen à Strasbourg sur l'état d'avancement du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le président Juncker a ouvert le débat en expliquant: « *J'ai dit au Premier ministre Johnson que je ne nourris aucun attachement émotionnel à l'égard du filet de sécurité. Mais j'ai clairement indiqué que je suis profondément attaché aux objectifs qu'il sert.* » Il a également annoncé aux parlementaires européens qu'il a invité le Premier ministre britannique Boris Johnson, lors de leur rencontre au Luxembourg ce lundi 16 septembre, à faire « *des propositions concrètes, opérationnelles et par écrit sur des voies alternatives qui nous permettraient d'atteindre ces objectifs.* » Le président a souligné que le risque d'un 'no deal' reste très réel et que « *ce sera peut-être le choix du gouvernement du Royaume-Uni. Mais ce ne sera jamais le choix de l'Union européenne.* » Le président **Juncker** a terminé son discours en félicitant les États membres de l'Union européenne pour la grande unité d'action et la solidarité dont ils ont fait preuve pendant la période de négociations avec le Royaume-Uni, en concluant: « *Cette unité est notre bien le plus précieux et notre plus grand atout.* » Le négociateur en chef de la Commission européenne, Michel Barnier, a également participé à la session durant laquelle il a expliqué que, concernant le filet de sécurité pour l'Irlande et l'Irlande du Nord, « *nous avons besoin de solutions juridiquement opérationnelles dans l'accord de retrait* » et que « *nous restons disponibles pour écouter toute proposition britannique, y travailler jour et nuit* ». Il a aussi évoqué la relation future en expliquant qu'avec « *un grand pays si proche, important, comme le Royaume-Uni, qui réalise la moitié de son commerce avec nous, un partenariat économique ambitieux exige un socle de*

règles du jeu communes. Dès lors, le niveau d'ambition d'un futur accord de libre-échange que nous devons négocier en toutes hypothèses et conclure avec le Royaume-Uni dépendra clairement des garanties que nous aurons, ensemble, mis sur le papier en matière sociale, environnementale, de concurrence ou d'aide d'Etat. » Les déclarations sont disponibles [ici](#). (Pour plus d'informations: Mina Andreeva – Tel.: +32 229 91382; Natasha Bertaud – Tel.: +32 229 67456)

Juncker Plan reaches €433 billion in triggered investment across the EU

Following the latest meeting of the European Investment Bank (EIB) Board of Directors, the Juncker Plan's European Fund for Strategic Investments (EFSI) is now expected to trigger €433.2 billion in investments. As of September 2019, the deals approved under the Juncker Plan amount to €79.7 billion in financing and are located in all 28 Member States. Some 972,000 start-ups and small and medium-sized businesses (SMEs) are expected to benefit from improved access to finance. Currently, the top five countries ranked in order of investment triggered relative to GDP are Greece, Estonia, Portugal, Bulgaria and Latvia. The EIB has approved €57.8 billion worth of finance for infrastructure and innovation projects, which should generate €262.6 billion of additional investments, while the European Investment Fund (EIF), which is part of the EIB Group, has approved €21.9 billion worth of agreements with intermediary banks and funds to finance SMEs, which are expected to generate €170.6 billion of additional investments. A country-by-country breakdown is available on the [Juncker Plan website](#). (For more information: Annika Breidhardt – Tel.: +32 229 56153; Siobhán Millbright – Tel.: +32 229 57361)

Le Plan Juncker continue de soutenir les petites entreprises françaises Le Fonds européen pour les investissements stratégiques du Plan Juncker soutient un accord signé aujourd'hui en France. Le Fonds européen d'investissement (FEI) investit 40 millions d'euros dans SP EuroCréances 2018, un fonds de créance privé en France géré par Schelcher Prince Gestion. Il s'agit de l'un des premiers investissements, et du deuxième en France, réalisé par le Fonds européen d'investissement dans le cadre du programme «Le crédit privé sur mesure pour les PME». Le nouveau programme d'investissement dans les fonds de dette associe des ressources du FEI et du plan Juncker pour un total de 1 milliard d'euros. Elżbieta **Bieńkowska**, commissaire chargée du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, a déclaré: «*En investissant dans des fonds de dette privée, nous promovons davantage d'investissements transfrontaliers en Europe. Grâce à la garantie du plan d'investissement, le Fonds européen d'investissement soutient les petites et moyennes entreprises des États membres de l'UE. J'encourage les PME de ces pays à utiliser pleinement cette source de financement supplémentaire* ». Un communiqué de presse est disponible [ici](#). (Pour plus d'information: Annika Breidhardt – Tel.: +32 229 56153; Siobhan Millbright – Tel.: +32 229 57361)

Aide humanitaire: plus de 34 millions d'euros alloués à la région des Grands Lacs africains

La Commission européenne a annoncé un financement humanitaire de 34,275 millions d'euros pour venir en aide aux populations les plus vulnérables de la région des Grands Lacs en Afrique. Cette région continue de faire face à des conflits armés et à l'insécurité, entraînant des déplacements forcés, des pénuries alimentaires et la sous-nutrition, ainsi que des épidémies récurrentes et des catastrophes naturelles. L'aide allouée contribuera principalement à répondre aux besoins humanitaires urgents en République démocratique du Congo et à fournir un soutien continu aux réfugiés burundais dans la région. Le financement annoncé aujourd'hui porte à 69,74 millions d'euros le montant total de l'aide humanitaire de l'UE dans la région des Grands Lacs en 2019. *«L'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo aggrave la situation humanitaire. Nous intensifions notre aide, notamment dans la partie Est du pays déchirée par le conflit et touchée par l'épidémie d'Ebola. Nous maintenons également notre solidarité envers les réfugiés burundais dans la région. Notre nouveau paquet d'aide fournira des soins de santé d'urgence, améliorera les conditions d'hygiène et l'accès à une eau salubre, protégera et éduquera les enfants pris au piège dans ces crises »*, a déclaré Christos **Stylianides**, commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion de crises, et coordinateur de l'UE pour Ebola. L'essentiel des fonds annoncés soutient des actions humanitaires en République démocratique du Congo (29,375 millions d'euros) et des réfugiés burundais en Tanzanie et au Rwanda (4,3 millions d'euros). Les 600 000 euros restants sont alloués aux agences des Nations Unies au Burundi et à l'aide aux réfugiés de la République démocratique du Congo dans la République voisine du Congo. Le communiqué de presse complet est disponible [ici](#). (Pour plus d'informations: Carlos Martin Ruiz De Gordejuela – Tél.: +32 229 65322; Daniel Puglisi – Tél.: +32 229 69140)

Security Union: More than 17,000 European arrest warrants issued to swiftly surrender serious criminals

Today, the European Commission releases key statistics on the European arrest warrant. With 16,636 warrants issued in 2016 and 17,491 in 2017, the European arrest warrant is the most used EU instrument of judicial cooperation in criminal matters since its launch in 2004. Věra **Jourová**, Commissioner for Justice, Consumers and Gender Equality said, *“Thanks to the European arrest warrant, EU citizens are living in a safer place. No matter where criminals and terrorists hide in Europe, they will be brought to justice. This example shows that the EU is based on mutual trust and the rule of law. Its success relies on good cooperation of European and national authorities”*. In total, in 2017, over 7,000 people suspected of serious crime and terrorism were surrendered across borders. In terms of procedure, from the arrest to the decision on surrender, it takes on average 15 days when the person consents to their surrender and 40 days when the person does not consent. Even if the duration of surrender procedures varies greatly between EU countries, it has significantly decreased on average. More details are available in the statistics report, as well as in factsheets that are available [online](#). (For more information: Christian Wigand – Tel.: +32 229 62253; Sara Soumillion – Tel.: + 32 229 67094; Athina Reuter – Tel.: + 32 229 82390)

Eurostat: Le taux d'inflation annuel stable à 1,0% dans la zone euro, stable à 1,4% dans l'UE (08/2019)

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 1,0% en août 2019, stable par rapport à juillet. Un an auparavant, il était de 2,1%. Le taux d'inflation annuel de l'Union européenne s'est établi à 1,4% en août 2019, stable par rapport à juillet. Un an auparavant, il était de 2,2%. Les taux annuels les plus faibles ont été observés au Portugal (-0,1%), en Grèce (0,1%) et en Espagne (0,4%). Les taux annuels les plus élevés ont quant à eux été enregistrés en Roumanie (4,1%), en Hongrie (3,2%), aux Pays-Bas et en Lettonie (3,1% chacun). Par rapport à juillet, l'inflation annuelle a baissé dans neuf États membres, est restée stable dans six et a augmenté dans douze autres. En août les plus fortes contributions au taux d'inflation annuel de la zone euro proviennent des services (+0,60 points de pourcentage, pp), suivis de l'alimentation, alcool & tabac (+0,40 pp), des biens industriels hors énergie (+0,08 pp) et de l'énergie (-0,06 pp). Un communiqué de presse est à votre disposition [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Annika Breidhardt – Tél.: +32 229 56153; Enda McNamara – Tél.: +32 229 64976; Annikky Lamp – Tél.: +32 229 56151)

Eurostat: La production en baisse de 0,7% dans la construction dans la zone euro, baisse de 0,1 % dans l'UE28 (Juillet 2019 comparé à juin 2019)

En juillet 2019 par rapport à juin 2019, la production dans la construction, corrigée des variations saisonnières, a diminué de 0.7% dans la zone euro (ZE19) et de 0,1% dans l'UE28, selon les premières estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En juin 2019, la production dans la construction avait augmenté de 0,6% dans la zone euro et de 0,1% dans l'UE28. En juillet 2019 par rapport à juillet 2018, la production dans la construction a progressé de 1,1 % dans la zone euro et de 1,7% dans l'UE28. Un communiqué de presse est à votre disposition [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Lucía Caudet – Tél.: +32 229 56182; Sophie Dupin de Saint-Cyr – Tél.: +32 229 56169)

ANNOUNCEMENTS

Vice-President Šefčovič chairing the 3rd round of political trilateral gas talks with Russia and Ukraine

Tomorrow, 19 September, the 3rd round of trilateral talks at political level with Russia and Ukraine on the long-term transit of gas through Ukraine post-2019 is taking place in Brussels. Ahead of the meeting, Vice-President for the Energy Union Maroš Šefčovič is holding bilateral talks with both the delegation of Ukraine headed by Energy Minister Oleksiy Orzhel and the delegation of Russia headed by Energy Minister Alexander Novak. The CEOs of Naftogaz and Gazprom are also present. Vice-President Maroš Šefčovič said: "I am convinced that progress would send a strong positive signal to market and to consumers ahead of the winter season." The talks will centre around the following areas: how to reflect EU energy rules in the future framework agreement, the appropriate length of the future contract, the necessary

volumes with flexibility, and the tariffs. Previous political trilateral talks took place on [17 July 2018](#) and on [21 January 2019](#). Tomorrow's meeting starts at 14h30 and will be followed by a press point by Vice-President **Šefčovič** at the VIP corner at 17h00. It will be transmitted live on [EBS](#). (For more information: Anca Paduraru – Tel: +32 229 91269; Lynn Rietdorf – Tel: +32 229 74959)

[Upcoming events](#) of the European Commission (ex-Top News)

July 2019 compared with June 2019 – Production in construction down by 0.7% in euro area Down by 0.1% in EU28

In July 2019 compared with June 2019, seasonally adjusted production in the construction sector decreased by 0.7% in the **euro area** (EA19) and by 0.1% in the **EU28**, according to first estimates from **Eurostat, the statistical office of the European Union**. In June 2019, production in construction increased by 0.6% in the **euro area** and by 0.1% in the **EU28**.

[Full text available on EUROSTAT website](#)

August 2019 – Annual inflation stable at 1.0% in the euro area – Stable at 1.4% in the EU

The **euro area** annual inflation rate was 1.0% in August 2019, stable compared to July. A year earlier, the rate was 2.1%. **European Union** annual inflation was 1.4% in August 2019, stable compared to July. A year earlier, the rate was 2.2%. These figures are published by **Eurostat, the statistical office of the European Union**.

[Full text available on EUROSTAT website](#)

[ECHA's scientific committees support restricting PAHs in granules and mulches](#)



ECHA's scientific committees support restricting PAHs in granules and mulches

ECHA/PR/19/13

The Committee for Socio-economic Analysis (SEAC) has adopted its final opinion supporting the proposal for restricting eight polycyclic aromatic hydrocarbons (PAHs) found in granules and mulches used, for example, in synthetic turf pitches and playgrounds.

Helsinki, 18 September 2019 – SEAC adopted its final opinion by simple majority, supporting the proposal by the Dutch National Institute for Public Health and the Environment (RIVM) and following an earlier opinion by the Committee for Risk Assessment (RAC) in June.

The restriction proposal lowers the total concentration limit of eight PAHs to **20 mg/kg** (0.002 % by weight). The concentration limits for PAHs in mixtures supplied to the general public are currently set at 100 mg/kg or 1 000 mg/kg for each of the substances. The PAHs all have been identified as causing cancer and the proposed concentration limits will be closer to the limit values for individual PAHs in articles supplied to the general public ([entry 50](#) of REACH Restrictions list).

Currently, the levels of PAHs measured in granular infill material and mulches pose, at most, a very low level of concern ([ECHA study, 2017](#)). The aim of the proposed restriction is to ensure that the cancer risk from PAH exposure **remains at a low level** for those coming into contact (inhalation and skin contact) with the granules and mulches. This includes, for example, footballers, children playing on the pitches or playgrounds and workers installing and maintaining such surfaces.

SEAC concluded that the proposed restriction is the most appropriate measure to control the risks posed by these substances, and that the measures proposed would be proportionate to the risk with limited economic impacts. The proposal does not affect existing fields but will ensure that the material used for maintaining (refilling) the fields is below the new limit. The final opinion of SEAC will be published in the coming weeks.

Substance	CAS number
Benzo[a]pyrene (BaP)	50-32-8
Benzo[e]pyrene (BeP)	192-97-2
Benzo[a]anthracene (BaA)	56-55-3

Chrysen (CHR)	218-01-9
Benzo[b]fluoranthene (BbFA)	205-99-2
Benzo[j]fluoranthene (BjFA)	205-82-3
Benzo[k]fluoranthene (BkFA)	207-08-9
Dibenzo[a,h]anthracene (DBAhA)	53-70-3

Table: Eight PAHs with their CAS numbers.

Next steps

Following SEAC's adoption of its final opinion, the opinions of both RAC and SEAC will be forwarded to the European Commission. The Commission will consider if the conditions for the restriction are met, prepare a draft restriction measure to amend the REACH Restrictions list (Annex XVII) and submit this for an opinion to Member States in the REACH Committee.

Microplastics restriction proposal

The restriction proposal on PAHs concerns risks to human health from the substances present in the infill material of artificial turfs. ECHA is also progressing with its proposal to restrict intentionally added microplastics which aims at reducing potential environmental risks. The granular infill material that is typically used in artificial turf pitches is understood to be an 'intentionally-added microplastic'. [A public consultation on this proposal](#) ends on 20 September 2019, after which RAC and SEAC will finalise their opinions to aid the Commission's decision making. In the framework of the public consultation, further information has been requested specifically on the use of granular infill material in synthetic turf to assess the implications and the possible need for a derogation.